



Mot du président 2021

Chères productrices,
Chers producteurs,

La saison 2020 passera sans aucun doute à l'histoire. Elle aura été, pour notre secteur, une année de remise en question pour plusieurs, et d'énorme adaptation pour la majorité. Vous vous souvenez probablement de la première bataille à mener, la saison était sur le point de commencer et nous n'étions même pas certains que le gouvernement laisse passer les travailleurs étrangers aux frontières. Il aura aussi fallu mettre en place très rapidement des protocoles pour protéger non seulement nos travailleurs mais aussi nos clients au kiosque à la ferme ou à l'autocueillette. En constante communication avec les gouvernements et autres associations, nous avons défendu nos intérêts et tout cela a permis d'avoir une saison généralement supérieure à nos attentes.

L'année 2020 aura aussi permis aux gouvernements et aux citoyens de comprendre l'importance de l'autonomie alimentaire. On peut le voir présentement avec les vaccins. Lorsque nous ne produisons pas un bien essentiel, nous sommes à la merci des autres pays. Imaginez si nous devons négocier avec des compagnies d'ailleurs notre alimentation. Juste y penser ferait frémir les gouvernements. S'ils avaient la tête dans le sable avant cette crise, ils ont maintenant réalisé que l'autonomie alimentaire c'est essentiel.

Nous avons cru bon, comme société, de créer un environnement d'affaires favorable et prévisible pour certains secteurs de l'économie comme l'informatique ou les alumineries par exemple. Ces derniers reçoivent annuellement plusieurs

dizaines de millions de dollars en crédits d'impôt sur les salaires ou en réduction de tarifs d'électricité à long terme, ce qui leur permet d'investir en toute sécurité, et en toute connaissance de l'impact des coûts à long terme de leur poste de dépenses le plus important, qui représente environ 30% de leurs charges.

Dans notre secteur, le poste le plus important est le salaire et il peut atteindre plus de 50% de nos dépenses. On nous avise des hausses du taux du salaire minimum que quelques mois avant le changement. Un autre exemple, les changements demandés par la CNESST et l'INSPQ pour les logements des travailleurs étrangers, des changements qui représentent des millions de dollars d'investissements par les producteurs sans même qu'ils soient consultés. Dans ces conditions, je connais juste des producteurs agricoles qui prendraient de tels risques. Aucune autre industrie continuerait d'investir en ayant aucun contrôle sur 50% de ses dépenses.

Nous avons eu la preuve cette année que les citoyens du Québec aiment leurs producteurs et je serais curieux de savoir aujourd'hui, l'ordre d'importance qu'ils accordent aux différentes industries. Est-ce qu'ils préfèrent que le gouvernement investisse massivement dans l'industrie des jeux vidéo, dans les alumineries ou dans leur garde-manger ?

Nous travaillons de concert avec les autres groupes horticoles impactés par les hausses répétées du salaire minimum depuis plusieurs années pour sensibiliser les décideurs à cette problématique qui freine le développement de notre industrie. Depuis l'arrivée du nouveau ministre de l'agriculture, les discussions avancent beaucoup plus rapidement. De nombreux programmes ont été mis en place pour aider les producteurs. Le programme serres et grands tunnels ainsi que l'initiative production végétale font partie de ceux-ci. Ce sont des programmes qui doivent cependant être repensés pour soutenir les entreprises, de façon proportionnelle, face à l'impact réel de l'augmentation des salaires. Ce n'est vraiment pas normal qu'une entreprise agricole dont la masse salariale représente 10% de ses dépenses soit subventionnée au même montant et au même pourcentage qu'une

ferme dont la masse salariale représente 50%. Le gouvernement reconnaît et met en place des programmes pour améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre et il doit servir en priorité les entreprises qui sont le plus impactées.

Une dernière observation de l'année 2020 aura été le prix vendu supérieur aux années précédentes. Le consommateur est prêt à payer un prix juste pour un produit de qualité. En effet, le prix 2020 moyen a été supérieur aux dernières années. Bien sûr, les volumes récoltés ont été inférieurs autant les volumes domestiques que les importations mais un prix équitable a été maintenu pour la grande partie de la saison. Ces prix n'ont pas freiné la demande pour le produit local.

2021 arrive à grand pas. Je crois sincèrement qu'avec l'appui du gouvernement pour mettre en place un environnement d'affaires favorable et prévisible, une Association à l'affût des exigences, une collaboration quasi quotidienne avec les différents organismes et un consommateur au rendez-vous, nous traverserons cette année avec grand succès.

David Lemire

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'David Lemire', written in a cursive style.